

Des pays européens n'ont toujours pas clarifié leur rôle dans l'Holocauste

Europe Un rapport de Juifs progressistes craint un révisionnisme en Pologne, en Hongrie, en Croatie et en Lituanie.

Du 20 janvier 1942, jour où la solution finale fut mise au point par des responsables nazis, jusqu'au 27 janvier 1945, date de la libération du camp d'Auschwitz par les troupes soviétiques, des millions d'Européens (dont six millions de juifs, soit deux-tiers de la population juive d'Europe) furent déportés et éliminés dans les camps de concentration. Qu'en reste-t-il dans la mémoire des Européens et, surtout, comment leur pays a-t-il géré un passé parfois compromettant ?

À la première question, la réponse est simple. Génération après génération, la mémoire des Européens s'amenuise. Selon un sondage CNN/ComRes réalisé en septembre dernier, 34% des Européens interrogés ont répondu qu'ils en savent peu ou pas du tout sur l'Holocauste.

Sur la seconde question, les Européens ne sont pas logés à la même enseigne. Quatre pays – la Pologne, la Hongrie, la Croatie et la Lituanie – flirtent aujourd'hui avec le révisionnisme. D'autres, la France, l'Autriche, la Roumanie et la Belgique, se battent efficacement pour conjurer les démons du passé, souligne un rapport du European Union for Progressive Judaism (EUPJ), une coupole de communautés juives progressistes. Le rapport est publié à la veille de la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste (Onu), ce 27 janvier. *“De nombreux gouvernements de l'Union européenne sont en train de réhabiliter des collaborateurs et des criminels de guerre de la Seconde Guerre mondiale, tout en minimisant leur responsabilité dans la tentative d'extermination des juifs”*, écrit William Echikson, directeur du bureau bruxellois de l'EUPJ.

En Hongrie, le parti au pouvoir Fidesz a introduit en 2012 dans le curriculum scolaire des personnages controversés comme l'amiral Horthy ou l'écrivain Deszo Szabo, qui collabora à un journal antisémite entre les deux guerres. La Hongrie enseigne l'Holocauste à ses élèves mais le nouveau curriculum, plaide le rap-

port, *“suggère une équivalence entre l'Holocauste et les pertes militaires hongroises à Stalingrad pendant la Seconde Guerre mondiale”*.

Même réflexe chez les Lituanais qui mettent sur le même pied le nazisme et l'occupation soviétique et se profilent comme les victimes des deux régimes sans remettre en cause la collaboration avec les nazis.

Roumanie, Autriche et France sont à la pointe

L'organisation juive appelle ces pays à suivre l'exemple de la Roumanie, qui a lancé en 2003 la commission Wiesel qui découvrit et fit savoir que 280 000 juifs et autres Roumains avaient été massacrés dans des camps de la mort gérés par les Roumains.

Une surprise de taille dans le rapport est le *“remarquable virage”* de l'Autriche, gouvernée par la droite et l'extrême droite. Vienne est notamment en pointe dans la restitution des biens volés par les nazis.

Le président Macron – et la France en général – est aussi félicité pour avoir mis fin au mythe que la France de Vichy, celle de la collaboration, avait été mise de côté à la Libération alors qu'elle fut pleinement intégrée – des ministres aux professeurs – dans les gouvernements successifs.

La Belgique aussi

Quant à la Belgique, elle aussi reçoit des bons points. Le rapport souligne la reconnaissance – par Guy Verhofstadt et Elio Di Rupo – de la responsabilité belge dans la déportation des Juifs à partir de la caserne Dossin et sur le fait que la négation de l'Holocauste est punissable depuis 1995. Les cours sur l'Holocauste sont obligatoires en Wallonie ; facultatifs, mais répandus, en Flandre.

La menace du révisionnisme vient donc, selon l'EUPJ, des pays où *“des gouvernements illibéraux, populistes”* ont pris le pouvoir. *“Ces nouveaux nationalistes croient souvent que leur groupe ethnique a souffert autant ou plus que les Juifs”* pendant la Seconde Guerre mondiale.

Ch. Ly.

→ <https://www.holocaustremembranceproject.com>